



Business Pôle Les Près
22, rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq

ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Forvis Mazars SA

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance

Siège social : 61, rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex

Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 103 rue d'Amiens 62008 Arras Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration de l'ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- la note 3.1 « Principes et méthodes comptables généraux » expose le périmètre de ces comptes annuels et les règles et méthodes comptables, faisant référence aux textes réglementaires et aux recommandations comptables de la conférence des Evêques de France appliqués ;
- la note 4.1.1 « Legs et donations » décrivant les principes et méthodes comptables appliqués ainsi que la note « Détail des legs, donations et assurances-vie » détaillant les produits et charges qui composent cet agrégat du compte de résultat ;
- la note 4.2.2. « Immobilisations financières » et 4.3.3. « Valeurs mobilières de placement » qui détaillent respectivement la provision pour dépréciation des avances en compte courant consenties à la SCI IDA et la provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement ;
- la note 4.6.2 « Engagement de subvenir aux besoins des prêtres aînés » décrivant la provision relative à cet engagement ;
- la note 5.5 « Contributions volontaires en nature » décrivant le fondement de l'absence de valorisation du bénévolat dans les comptes annuels.

Nous nous sommes assurés du caractère approprié des principes comptables appliqués.

Nous avons procédé à l'appréciation, sur la base des éléments disponibles à ce jour, des approches retenues par votre association pour estimer les provisions décrites en annexe. Nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et nous sommes assurés de leur caractère raisonnable.

Nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes, notamment celles concernant l'évaluation :

- des actifs reçus par legs ou donations, des fonds reportés et des engagements hors bilan liés aux legs ou donations ;
- des fonds dédiés ;
- des provisions pour risques et charges ;
- de la provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement et des titres de placement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'évêque en collaboration avec l'économe diocésain et le trésorier de l'association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

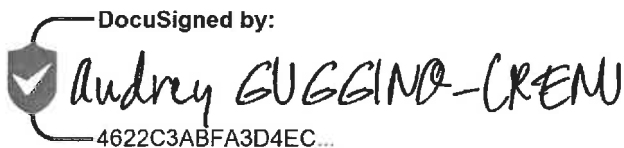
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Villeneuve d'Ascq, le 21 juin 2024

DocuSigned by:

4622C3ABFA3D4EC...

Audrey Guggino-Crenu

Associée



Comptes annuels

ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

31/12/2023

Ce document contient 34 pages





ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023 (Bilan)

Sommaire

1	Comptes annuels	3
1.1	Bilan Actif	4
1.2	Bilan Passif	5
1.3	Compte de résultat	6
2	Annexe	8
2.1	Annexe aux comptes annuels	9



ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

Comptes annuels

20/06/2024 18:40:55

Page : 3 / 34





ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	114 931	114 931		1 157
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	114 931	114 931		1 157
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	1 222 633		1 222 633	1 180 491
Actif circulant	Constructions	51 521 949	28 654 597	22 867 351	23 375 464
	Inst.techniques, mat.out.industriels	4 260 948	3 576 762	684 185	754 609
	Immobilisations corporelles en cours	862 831		862 831	370 981
	Avances et acomptes	54 085		54 085	
	TOTAL	57 922 448	32 231 360	25 691 088	25 681 547
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	140 804		140 804	532 304
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées	615 743	479 324	136 419	192 544
	Autres titres immobilisés				21 029
	Prêts	263 644		263 644	563 568
Actif circulant	Autres	11 145		11 145	9 240
	TOTAL	890 533	479 324	411 209	786 384
	Total I	59 068 717	32 825 615	26 243 101	27 001 393
	Stocks et en cours	52 974		52 974	52 974
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	388 097		388 097	195 454
	Créances reçues par legs ou donations	127 480		127 480	403 650
	Autres	255 723	40 783	214 940	365 649
	TOTAL	771 301	40 783	730 518	964 754
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	32 631 487	607 745	32 023 741	30 960 560
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	7 271 016		7 271 016	7 336 021
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	66 033		66 033	79 782
	TOTAL II	40 792 814	648 529	40 144 284	39 394 092
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	99 861 531	33 474 144	66 387 386	66 395 485
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				



Compte de résultat

ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	304 428	353 065
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 924 244	2 459 418
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	32 466	22 466
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	4 919 955	4 860 553
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	2 045 706	2 750 580
	Contributions financières	82 352	75 465
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	550 995	1 431 828
	Utilisations des fonds dédiés	110 866	119 645
	Autres produits	2 823 713	2 967 952
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	13 794 728	15 040 975
	Achats de marchandises	326 065	348 932
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	7 304 478	6 688 229
	Aides financières	1 644 637	1 750 684
	Impôts, taxes et versements assimilés	561 451	557 165
	Salaires et traitements	2 246 250	2 367 123
	Charges sociales	1 247 676	1 263 045
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 798 878	1 761 637
	Dotations aux provisions	343 256	
	Reports en fonds dédiés	170 795	691 773
	Autres charges	310 591	692 461
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	15 954 080	16 121 054
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-2 159 352	-1 080 078



Compte de résultat

ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	3 753	1 265
	Autres intérêts et produits assimilés	391 194	188 035
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 765 712	192 885
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	987 697	470 454
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		3 148 357	852 641
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	680 248	1 777 718
	Intérêts et charges assimilées	70 719	82 244
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	968 688	180 170
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		1 719 656	2 040 133
2. Résultat financier (III-IV)		1 428 700	-1 187 492
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-730 652	-2 267 571
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	398 164	371 186
	Sur opérations en capital	789 735	1 200 982
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	1 187 899	1 572 168
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	248 610	449 447
	Sur opérations en capital	391 613	241 275
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	640 223	690 723
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		547 675	881 445
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		89 865	51 657
Total des produits (I + III + V)		18 130 985	17 465 785
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		18 403 826	18 903 568
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-272 841	-1 437 783
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

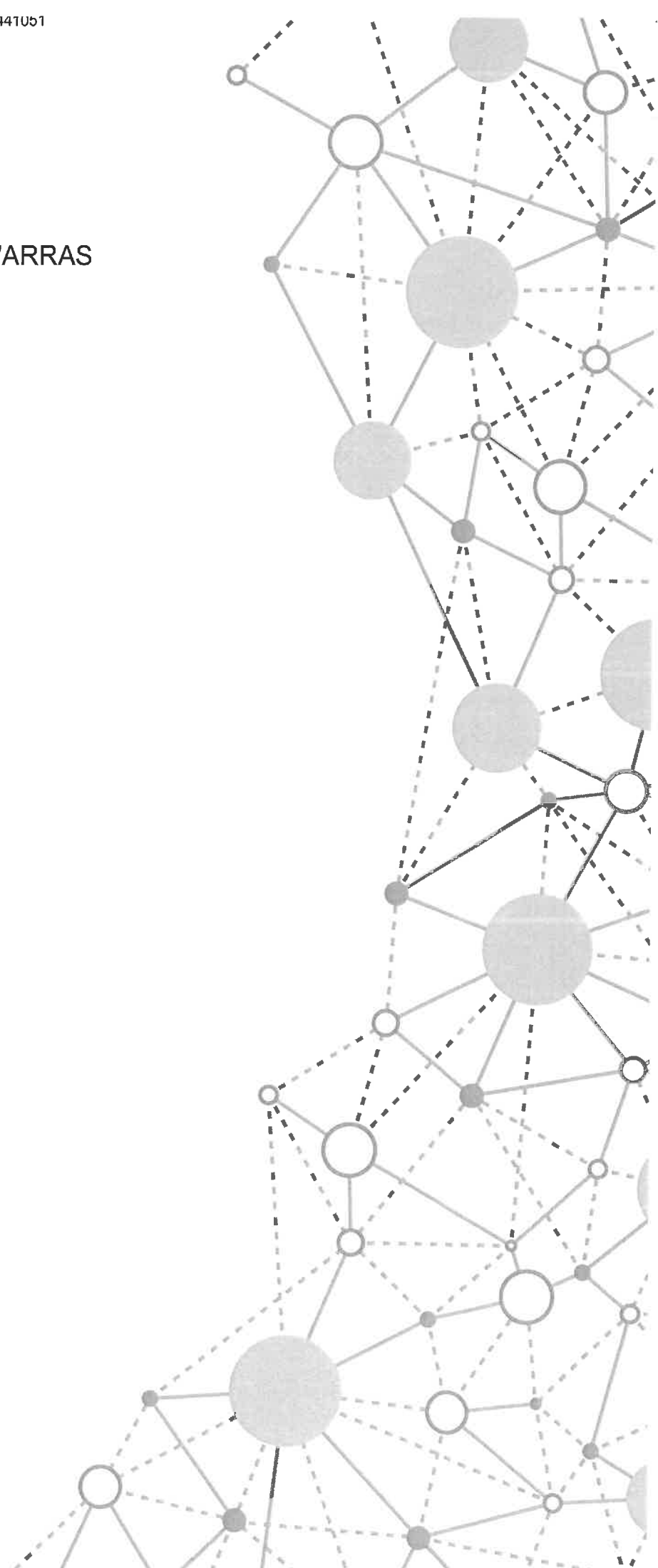


ASSOCIATION DIOCESAINE D'ARRAS

Annexe

20/06/2024 18:40:55

Page : 8 / 34





KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
36 rue Eugène Jacquet
CS 75039
59705 Marcq en Baroeul Cedex

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00
Télécopie : +33 (0)3 20 20 66 80
Site internet : www.kpmg.fr

Association Diocésaine d'Arras

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Montants exprimés en EUR



Table des matières

1	Présentation de l'association et ses activités	3
1.1	Objet social	3
1.2	Nature et périmètre des activités réalisées	3
1.3	Description des moyens mis en œuvre	3
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
3	Principes et méthodes comptables	5
3.1	Principes généraux	5
3.1.1	Changement de méthode comptable	5
3.1.2	Changements d'estimation	5
3.1.3	Corrections d'erreurs	5
3.2	Dérogations	5
3.3	Principales méthodes comptables	5
4	Informations relatives aux postes du bilan	6
4.1.1	Legs et donations :	6
4.1.2	Assurance vie	6
4.2	Actif immobilisé	6
4.2.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
4.2.2	Immobilisations financières	7
4.2.3	Amortissements de l'actif immobilisé	8
4.2.4	Dépréciations de l'actif immobilisé	9
4.3	Actif circulant	10
4.3.1	Stocks et en cours	10
4.3.2	Créances, dont reçues par legs ou donations	10
4.3.3	Précisions sur d'autres postes d'actif	10
4.3.4	Dépréciations de l'actif circulant	11
4.4	Fonds propres	12
4.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	12
4.4.2	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.	12
4.4.3	Subventions d'investissement	12
4.5	Fonds dédiés	13
4.6	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	13
4.6.1	Engagements de retraite	14
4.6.2	Engagement de subvenir aux besoins des prêtres aînés	14
4.6.3	Autres provisions pour risques et charges	14
4.7	Dettes	15
4.7.1	Emprunts et autres dettes assimilés	15



4.7.2	Précisions sur d'autres postes de passif	15
5	Informations relatives au Compte de résultat	16
5.1	Ventes de biens et services par activité ou établissement	16
5.2	Détail des autres produits	16
5.3	Résultat financier	17
5.4	Résultat exceptionnel	17
5.5	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature	18
5.6	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	18
5.6.1	Produits à recevoir	18
5.6.2	Charges à payer	18
5.6.3	Honoraires des commissaires aux comptes	19
6	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	20
6.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	20
7	Informations relatives à l'effectif	21
8	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	22
8.1	Engagements financiers donnés et reçus	22
8.1.1	Engagements donnés	22
8.1.2	Engagements reçus	24
8.2	Détail des legs, donations et assurances-vie	25



1 Présentation de l'association et ses activités

1.1 Objet social

L'Association Diocésaine d'Arras a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'évêque en communion avec le Saint-Siège et conformément à la constitution de l'Eglise catholique. Son fonctionnement est en conformité avec les lois canoniques.

1.2 Nature et périmètre des activités réalisées

L'Association Diocésaine d'Arras se propose en particulier les objets suivants :

- L'acquisition, la location ou l'administration des édifices qu'elle juge opportun d'avoir à sa disposition ;
- L'acquisition, la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'Evêque, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres aînés ou infirmes ; pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés d'Eglise.

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les ressources de l'association sont :

- 1) les cotisations de ses membres,
- 2) les produits des tronc ainsi que des quêtes et collectes autorisées par l'Evêque pour les besoins de l'association,
- 3) les revenus des fondations pour cérémonies et services religieux,
- 4) dans les églises dont l'association a la propriété, l'administration ou la jouissance, les rétributions ou offrandes, notamment à l'occasion des cérémonies et services religieux,
- 5) le revenu de ses biens meubles et immeubles,
- 6) les produits des dons et legs et généralement toutes les ressources qui ne sont pas interdites par la loi.

Enfin, la plupart des lieux de Culte font l'objet d'une affectation perpétuelle à l'Evêque ou aux Curés pour l'exercice du culte. L'Association Diocésaine reste néanmoins propriétaire de quelques lieux de Culte dont elle assume l'entretien.



2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'association constate que la crise sanitaire et le conflit en Ukraine n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière, le patrimoine et le résultat de l'entité.

Les autres faits caractéristiques qui impactent significativement les comptes sont les suivants :

- Compte tenu de l'évaluation du portefeuille des valeurs mobilières de placement détenues par l'association au 31 décembre 2023, une dépréciation de 607 745 € a été constatée. La dépréciation constatée en 2022, de 1 750 543 €, ayant été reprise, le résultat financier s'en retrouve amélioré en conséquence.
- L'association diocésaine d'Arras est la bénéficiaire d'une donation d'un immeuble de 850 000 € de la Communauté des Carmélites de Saint-Martin-Boulogne. Cette donation fait l'objet d'une mise à disposition dans le cadre d'un bail emphytéotique de 50 ans au bénéfice de l'association Stella-Maris – Village Saint Joseph.
- L'association diocésaine d'Arras a versé 250 000 € au fonds SELAM dans le cadre de son engagement.

2.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait significatif postérieur à la clôture et pouvant avoir un impact sur les comptes n'a été identifié.



3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels résultent de la combinaison du siège, de 33 services diocésains, 9 doyennés et 88 paroisses.

3.1.1 Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours du présent exercice.

3.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

3.1.3 Corrections d'erreurs

Aucune correction d'erreurs n'a été constatée par notre entité sur l'exercice.

3.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

3.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent la méthode « de référence » suivante qualifiée ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 du règlement ;

Les comptes présentés n'appliquent aucune des méthodes « optionnelles » parmi celles proposées par le règlement 2014-03.



4 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

4.1.1 Legs et donations :

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

En l'absence de conditions suspensives, les biens, créances et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée à la levée de la condition suspensive.

Pratiquement, pour les legs universels sans héritiers réservataires la comptabilisation est constatée à la date d'acceptation du legs par le conseil d'administration.

Pour toutes les autres formes de legs, la comptabilisation est constatée à la demande d'acte de délivrance par l'entité ou à défaut à la délivrance effective du bien.

La partie non dénouée du legs à la clôture de l'exercice est inscrite en fonds reportés.

Par principe, si au moment de l'acceptation du legs, il n'est pas formalisé une décision d'affectation du bien immeuble ou du bien meuble à l'objet de l'association, le bien est comptabilisé en "24-Biens destinés à être cédés".

4.1.2 Assurance vie

Les assurances vie sont comptabilisées à l'encaissement conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06.

4.2 Actif immobilisé

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.



Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.2.3.1.

4.2.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brute début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement et de développement	- €	- €	- €	- €	0 €
	Fonds commercial	- €	- €	- €	- €	0 €
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	114 931 €	- €	- €	- €	114 931 €
Total I		114 931 €	0 €	0 €	0 €	114 931 €
Immobilisations corporelles	Terrains	1 180 492 €	85 000 €	42 858 €	- €	1 222 634 €
	Constructions sur sol propre	49 252 781 €	1 336 120 €	702 034 €	- €	49 886 867 €
	Constructions sur sol d'autrui	1 619 624 €	15 458 €	- €	- €	1 635 082 €
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	- €	- €	- €	- €	- €
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	67 950 €	- €	- €	- €	67 950 €
	Installations générales, agencements aménagements divers	1 168 662 €	67 846 €	1 155 €	- €	1 235 353 €
	Matériel de transport	58 618 €	- €	19 100 €	- €	39 518 €
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 779 659 €	138 470 €	- €	- €	2 918 129 €
	Immobilisations corporelles en cours	370 981 €	926 146 €	434 296 €	- €	862 832 €
	Avances et acomptes	- €	54 085 €	- €	- €	54 085 €
Biens reçus par legs ou donation		532 304 €	- €	391 500 €	- €	140 804 €
Total II		57 031 070 €	2 623 125 €	1 590 943 €	- €	58 063 253 €
Immobilisations financières	Participations évaluées par mise en équivalence	- €	- €	- €	- €	- €
	Autres participations	599 366 €	42 698 €	26 321 €	- €	615 743 €
	Autres titres immobilisés	21 030 €	- €	21 030 €	- €	- €
	Prêts et autres immobilisations financières	587 980 €	55 970,00 €	369 160 €	- €	274 790 €
Total III		1 208 375 €	98 668 €	416 510 €	- €	890 533 €
Total général		58 354 377 €	2 721 793 €	2 007 453 €	- €	59 068 717 €

4.2.2 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

4.2.2.1 SCI IDA

Les titres de participation détenus et créances rattachées correspondent notamment à :

- Des titres de participation de la SCI IDA de 6 400 € ;
- Des créances rattachées à la participation de la SCI IDA de 609 344 €.



Association Diocésaine d'Arras
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR
KPMG ESC & GS

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par l'association et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
				Brute	Nette				
SCI IDA	6 500	-413 421	98,46%	6 400	0	609 344		78 597	-72 403
				6 400	0				

Compte tenu de la situation nette de cette SCI, les titres sont dépréciés à 100 % et la créance à hauteur de 472 924 €, soit une dépréciation totale de 479 324 €.

4.2.2.2 Prêts consentis aux prêtres

Les prêts sont composés principalement de prêts consentis aux prêtres pour 247 429 €.

4.2.3 Amortissements de l'actif immobilisé

	Amortissements cumulés au début de	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement	- €	- €	- €	- €
Fonds commercial	- €	- €	- €	- €
Autres postes d'immobilisations incorporelles	113 774 €	1 157 €	- €	114 931 €
Immobilisations incorporelles	113 774 €	1 157 €	- €	114 931 €
Terrains	- €	- €	- €	- €
Constructions sur sol propre	26 326 834 €	1 470 548 €	363 656 €	27 433 726 €
Constructions sur sol d'autrui	1 170 106 €	50 766 €	- €	1 220 872 €
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	- €	- €	- €	- €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	64 413 €	3 004 €	- €	67 417 €
Installations générales, agencements aménagements divers	918 957 €	95 188 €	823 €	1 013 322 €
Matériel de transport	54 110 €	3 311 €	19 100 €	38 321 €
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 282 798 €	174 904 €	- €	2 457 702 €
Autres immobilisations corporelles - Divers	- €	- €	- €	- €
Immobilisations corporelles	30 817 219 €	1 797 721 €	383 579 €	32 231 361 €
Total	30 930 993 €	1 798 878 €	383 579 €	32 346 292 €



4.2.3.1 Modalités d'amortissements

	Mode	Durée
Gros œuvre	Linéaire	50 à 75 ans
Toiture, couverture	Linéaire	30 ans
Chauffage, électricité	Linéaire	15 ans
Peinture et aménagements intérieurs	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers dont matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

4.2.4 Dépréciations de l'actif immobilisé

Dépréciation	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	- €	- €	- €	- €
Immobilisations corporelles	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations financières	421 991 €	72 503 €	15 170 €	479 324 €
TOTAL	421 991 €	72 503 €	15 170 €	479 324 €
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières		72 503 €	15 170 €	
Exceptionnelles				



4.3 **Actif circulant**

4.3.1 *Stocks et en cours*

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Le stock s'élève à 52 974 € à la clôture et est composé de fournitures et de consommables utilisés durant les cérémonies religieuses.

4.3.2 *Créances, dont reçues par legs ou donations*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	609 344 €	- €	609 344 €
	Prêts	263 644 €	48 357 €	215 287 €
	Autres immobilisations financières	11 146 €	- €	11 146 €
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances clients et comptes rattachés	388 097 €	388 097 €	- €
	Créances reçues par legs ou donations	127 480 €	127 480 €	- €
	Autres créances	255 723 €	255 723 €	- €
	Charges constatées d'avance	66 034 €	66 034 €	- €
TOTAUX		1 721 467 €	885 691 €	835 777 €

4.3.3 *Précisions sur d'autres postes d'actif*

4.3.3.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges constatées d'avance	66 033 €	- €	- €
Total	66 033 €	- €	- €

4.3.3.2 Valeurs mobilières de placement

Les VMP et les titres Immobilisés sont évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

A la clôture de l'exercice, les placements financiers de l'Association se décomposent ainsi :



A la clôture de l'exercice, les placements financiers sont valorisés à :

Portefeuille	Valeur comptable à la clôture	Valorisation à la clôture	Plus-value latente	Moins-value latente
Delubac	0			0
Société Générale	9 803 974	10 612 173	809 506	251
Caisse d'Epargne	0			0
Credit Mutuel	174 400	171 630		2 770
Crédit Agricole	3 889 679	4 526 667	636 988	
CIC	6 117 972	6 018 815	429 305	528 347
BNP	4 062 595	4 401 101	405 794	67 288
Aumôneries	9 089	0		9 089
	24 057 709	25 730 386	2 281 593	607 746

4.3.4 Dépréciations de l'actif circulant

Dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Créances	74 763 €		33 980 €	40 783 €
Valeurs mobilières de placement	1 750 543 €	607 746 €	1 750 543 €	607 746 €
TOTAL	1 825 305 €	607 746 €	1 784 522 €	648 529 €
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation			33 980 €	
Financières		607 746 €	1 750 543 €	
Exceptionnelles				



4.4 **Fonds propres**

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

4.4.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 817 010 €				3 817 010 €
Fonds propres avec droit de reprise	0 €				0 €
Ecart de réévaluation	0 €				0 €
Réserves	33 201 478 €	23 340 €			33 224 818 €
Report à nouveau	11 401 993 €	-1 461 123 €			9 940 870 €
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 437 783 €	1 437 783 €		-272 842 €	-272 842 €
Situation nette	46 982 698 €	0 €	0 €	-272 842 €	46 709 856 €
Fonds propres consommables					0 €
Subventions d'investissement					0 €
Provisions réglementées					0 €
TOTAL	46 982 698 €	0 €	0 €	-272 842 €	46 709 856 €

4.4.2 *Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.*

4.4.2.1 *Réserves pour projet de l'entité*

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

4.4.3 *Subventions d'investissement*

Néant



4.5 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectée par des tiers financeurs à des projets définis qui n'ont pas pu être réalisés à la clôture de l'exercice.

	A l'ouverture de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice				A la clôture de l'exercice	Dont fonds dédiés sans dépenses au cours des deux derniers exercices
		Reports	Utilisation	Utilisation Dont remboursement	Transfert		
Service des vocations	10 089 €					10 089 €	
Campagne des séminaires	129 900 €	143 268 €	62 535 €			210 633 €	- €
FD Aumônerie des prêtres	30 654 €					30 654 €	30 654 €
Tables Ouvertes	1 461 €					1 461 €	1 461 €
Travaux Eglise	7 009 €					7 009 €	7 009 €
Servants d'autel	- €					- €	- €
Collectes travaux	395 461 €	21 947 €	48 331 €			369 077 €	- €
Orgues	869 €					869 €	869 €
Sous-Total	575 443 €	165 215 €	110 866 €	- €	- €	629 792 €	39 993 €
Remplacement chaise	34 578 €					34 578 €	34 578 €
Travaux Eglise	928 249 €					928 249 €	72 353 €
Messes	22 188 €	5 580 €				27 768 €	- €
Sous total	985 015 €	5 580 €	- €	- €	- €	990 595 €	106 931 €
TOTAL	1 560 458 €	170 795 €	110 866 €	- €	- €	1 620 387 €	146 924 €

4.6 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Variation des provisions	A l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	A la clôture
Pensions des prêtres aînés	2 143 854 €	264 262 €	- €	2 408 116 €
Indemnité de départ en retraite	265 459 €	1 759 €	6 194 €	261 023 €
Autres provisions pour risques et charges	125 553 €	77 236 €	- €	202 789 €
Total	2 534 866 €	343 257 €	6 194 €	2 871 929 €
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		343 257 €	6 194 €	
Financières				
Exceptionnelles				



4.6.1 Engagements de retraite

Le statut du personnel laïc de l'Eglise en France prévoit des indemnités de fin de carrière. Aucun autre accord particulier n'a été signé. Néanmoins au regard des récentes évolutions législatives, nous avons retenu comme valeur de référence, l'indemnité légale plus favorable aux salariés. La provision est calculée selon une méthode actuarielle en fonction de l'ancienneté et des droits acquis au jour du départ à la retraite et sur la base des effectifs de la Curie, étant considéré que les engagements retraite des salariés des paroisses ne présentaient aucun caractère significatif.

L'indemnité de départ en retraite a été calculée conformément à la méthode prospective selon les paramètres suivants :

- Taux d'actualisation financière : 3,34 % ;
- Taux de charges patronales : 45 % ;
- Taux d'évolution salariale : 1,5 % ;
- Âge de départ en retraite : 64 ans ;

Libellé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Indemnité de départ en retraite	265 459 €	1 759 €	6 194 €	261 023 €

4.6.2 Engagement de subvenir aux besoins des prêtres aînés

A compter de l'Ordination, le diocèse s'engage à subvenir aux besoins matériels du prêtre jusqu'à son décès. Considérant un âge moyen de cessation d'activité à 75 ans, généralement matérialisé par le non-renouvellement d'une lettre de mission, il a été constaté une "provision pour prêtres aînés". Sur la base du coût moyen d'un prêtre retiré pour l'Association Diocésaine, il est estimé la charge future du Diocèse. Ce coût futur est provisionné annuellement en fonction de l'espérance de vie de chaque prêtre et de son nombre d'année d'activité.

Pour une meilleure appréciation du coût moyen des prêtres aînés et linéariser la variation du coût du foyer, il est appliqué depuis l'exercice clos au 31/12/2015 un coût moyen sur les 3 derniers exercices.

Libellé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Pension des prêtres aînés	2 143 854 €	264 262 €	0 €	2 408 116 €

Au 31 décembre 2023, 74 prêtres aînés contre 71 prêtres aînés au 31 décembre 2022.

4.6.3 Autres provisions pour risques et charges

4.6.3.1 Provision situation nette négative AGAPA

Les autres provisions pour risques et charges sont composées de la provision de la situation nette négative de l'association AGAPA.



4.6.3.2 Autres provisions

Deux litiges prud'hommaux sont ouverts, ils ne concernent ni directement l'association, ni des salariés ou ex-salariés celle-ci. En conséquence aucun risque n'a été provisionné à ce titre.

4.7 Dettes

4.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	5 895 915 €	2 061 557 €	2 597 931 €	1 236 427 €
- A 1 an max à l'origine	1 425 394 €	1 425 394 €		
- A + d'1 à l'origine	4 470 521 €	636 164 €	2 597 931 €	1 236 427 €
Emprunts et dettes financières diverses (*) (**)	574 000 €	103 307 €		470 693 €
Fournisseurs et comptes rattachés	447 798 €	447 798 €		
Dettes des legs ou donations	6 441 €	6 441 €		
Dettes fiscales et sociales	440 953 €	440 953 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	181 352 €	181 352 €		
Autres dettes (***)	7 365 879 €	7 365 879 €		
Produits constatés d'avance	7 859 €	7 859 €		
TOTAL	14 920 198 €	10 615 147 €	2 597 931 €	1 707 120 €

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice :
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice : 619 492 €
(**) Dont envers les associés :
(***) Autres dettes :
Dont offrandes de messes : 6 241 033 €
Dont dépôts : 278 249 €
Dont charges à payer : 218 581 €

4.7.2 Précisions sur d'autres postes de passif

4.7.2.1 Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits financiers	Produits exceptionnels
Produits constatés d'avance	7 859 €	- €	- €
TOTAL	7 859 €	- €	- €



5 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

5.1 Ventes de biens et services par activité ou établissement

Secteur d'activité	Exercice 2023	Exercice 2022
Pèlerinages	1 030 873 €	777 377 €
Abonnements	254 286 €	289 507 €
Offrandes de cierges	656 975 €	619 760 €
Revenus des immeubles	297 121 €	246 310 €
Autres ventes et prestations	989 418 €	879 530 €
Total	3 228 673 €	2 812 484 €

5.2 Détail des autres produits

Détail des autres produits	Exercice 2023	Exercice 2022
Casuel	793 643 €	837 880 €
Services religieux	1 674 612 €	1 768 295 €
Deuxième quête	335 758 €	331 115 €
Divers	19 701 €	30 663 €
Total	2 823 713 €	2 967 952 €



5.3 *Résultat financier*

	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits des prêts	4 629 €	2 276 €
Produits des placements financiers	390 319 €	187 025 €
Reprises de provisions sur produits financiers et prêts	1 765 712 €	192 886 €
Plus-values sur cessions de VMP	987 697 €	470 454 €
Total des produits financiers	3 148 358 €	852 641 €
Provisions sur produits financiers et prêts	680 249 €	1 777 718 €
Intérêts et charges assimilées	70 720 €	82 245 €
Moins-values sur cessions de VMP	968 688 €	180 171 €
Total des charges financières	1 719 657 €	2 040 134 €
Résultat financier	1 428 701 € -	1 187 492 €

5.4 *Résultat exceptionnel*

	Exercice 2023	Exercice 2022
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	397 664 €	89 277 €
Produits des cessions d'éléments d'actif	789 735 €	82 705 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	- €	- €
Total des produits exceptionnels	1 187 399 €	171 982 €
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	249 992 €	44 004 €
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	391 613 €	119 874 €
Dotations sur amortissements, dépréciations et provisions	- €	- €
Total des charges exceptionnelles	641 605 €	163 878 €
Résultat exceptionnel	545 795 €	8 104 €



5.5 **Contributions et charges des contributions, volontaires en nature**

Selon les dispositions de l'article 211-2 du nouveau règlement 2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels dans la compréhension de l'activité de l'entité,
- L'entité est en mesure de recenser et valoriser les contributions volontaires en nature.

Au cas particulier, l'entité considère que les missions bénévoles réalisées en Eglise résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes. En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes ne sont pas compatibles avec ce statut.

5.6 **Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat**

5.6.1 **Produits à recevoir**

Libellés	Montant
INTERETS COURUS	
Valeurs mobilières de placement	7 969 €
Disponibilités	
AUTRES PRODUITS	
Usagers - Produits non encore facturés	- €
Organismes sociaux	164 €
Divers	165 614 €
TOTAL	173 747 €

5.6.2 **Charges à payer**

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	115 553 €
Charges sociales et fiscales provisionnées	55 173 €
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	166 558 €
Intérêts courus	1 715 €
Charges sociales à payer	6 564 €
Divers	215 581 €
TOTAL	561 143 €



5.6.3 *Honoraires des commissaires aux comptes*

Libellés	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	36 000 €
Au titre de missions complémentaires	- €
TOTAL	36 000 €



6 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

6.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas fournie car elle aboutirait à faire état de rémunérations individualisées.



7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif présent à la clôture se décompose ainsi, par catégorie :

Libellés	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total
Cadres	4	3	7
Employés	7	22	29
Autres	-	-	-
TOTAL	11	25	36

L'effectif équivalent temps plein à la clôture se décompose ainsi :

Libellés	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total
Effectif équivalent (temps plein)	10,33	21,76	32,09

L'AGAPA met à la disposition de l'Association Diocésaine 54 personnes représentant 41,72 ETP au 31/12.



8 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

8.1 Engagements financiers donnés et reçus

8.1.1 Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Nantissement des parts FCP St Omer pour 50% de 2 000 K€ 01/02/2030	1 000 000 €
Nantissement des parts FCP St Omer pour 50% de 1 000 K€ 01/02/2030	500 000 €
Total avals et cautions	1 500 000 €
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Messe sur legs à recevoir et mentionnés en engagements reçus	
Total autres engagements donnés	- €
Total	1 500 000 €

Baux emphytéotiques :

- avec l'association Patronage Saint Michel concernant une salle dite "de Bonnival" située à Saint Laurent Blangy au 10 rue Laurent Gers pour une durée de 30 ans (du 01/01/2011 au 31/12/2040) contre une redevance de 1 € et l'engagement de réhabiliter cette salle.

- avec la commune Hesdigneul Les Bethune, le 11 juillet 2012, l'Association Diocésaine d'Arras a signé un bail emphytéotique concernant un ensemble immobilier situé à Hesdigneul Les Bethune au 7 rue de l'église pour une durée de 20 ans contre une redevance de 1 300 € et l'engagement de gérer l'occupation de l'immeuble.

- avec l'Association Notre Maison, le Conseil d'Administration du 13 juin 2017 consent un bail emphytéotique d'un ensemble immobilier sis 1-3-5 rue de Croy à Calais pour une durée de 30 ans au profit de cette association pour un loyer annuel de 1 €.

Commodat :

- avec l'OGEC de l'ESP de Bapaume, le 5 novembre 2012, l'Association Diocésaine d'Arras a signé un commodat pour la mise à disposition de 2 garages à Bapaume pour une durée de 10 ans. Ce commodat est renouvelé par tacite reconduction par périodes d'un an.

Dévolution du patrimoine :

L'association gestionnaire de Biens d'Eglise à Saint-Martin-au-Laërt s'est dissoute et a validé une dévolution de patrimoine au profit de l'Association Diocésaine d'Arras. Afin de respecter la volonté des membres de cette association, les fonds issus de cette dévolution, soit 47 580 € seront



affectés à la paroisse St Benoit en Morinie pour les frais de réhabilitation du mobilier de l'église de St-Martin-au-Laërt après attaque du mэрule.

L'association Sainte Thérèse s'est dissoute et a validé une dévolution de patrimoine au profit de l'Association Diocésaine d'Arras. Afin de respecter la volonté des membres de cette association, les fonds issus de cette dévolution, soit 288 547 € ont été affectés sur le compte C.E.A.D.A de la paroisse Saint Pierre en Boulonnais.

La société d'éducation populaire Sainte Ame s'est dissoute et a validé une dévolution de patrimoine au profit de l'Association Diocésaine d'Arras. Cette dévolution se traduit par le transfert de propriété d'une maison individuelle située à Liévin, 133 bis rue Germain Delebecque pour une valeur de 97 000 €.

L'association des Œuvres Paroissiales Saint Pierre s'est dissoute et a validé une dévolution de patrimoine au profit de l'Association Diocésaine d'Arras. Cette dévolution se traduit par le transfert de propriété d'un immeuble sis à Aire Sur la Lys pour une valeur de 350 000 €.

Au cours de l'exercice 2012, L'AEP L'Anzinoise s'est dissoute et a validé une dévolution de patrimoine au profit de l'Association Diocésaine d'Arras. Afin de respecter la volonté des membres de cette association, les fonds issus de cette dévolution soit 55 035 € seront affectés aux projets de la paroisse Ste Thérèse.

Le 25 septembre 2018, l'association dénommée AEP LA SAINT-VENANTAISE s'est dissoute et a validé une dévolution de patrimoine au profit de l'Association Diocésaine d'Arras. L'immeuble évalué pour 160 000 € sera pendant une période de vingt (20) années, exclusivement affecté aux besoins de la paroisse "Saint Jean XXIII".

Donation :

Au cours de l'exercice 2012, l'Association Diocésaine d'Arras a reçu par donation un bâtiment à Arques d'une valeur de 230 000 € à charge de respecter les engagements pris dans le cadre du prêt à usage expirant le 26 septembre 2042 ou à la dissolution de l'association bénéficiaire de ce prêt. Ce prêt à usage est consenti à l'Association solidarité St Vincent de Paul dans le cadre de son activité d'aide aux démunis.

En date du 29 décembre 2023, l'Association Diocésaine d'Arras a reçu de la Communauté des Carmélites de Saint Martin Boulogne par donation un bâtiment situé à Saint Martin Boulogne d'une valeur de 850 000 €.

A charge pour l'Association Diocésaine d'Arras :

- D'accorder un droit d'usage et d'habitation dans les lieux aux quatre sœurs de la communauté et d'assurer le suivi social et financiers des sœurs,
- De donner en bail emphytéotique pour 50 ans l'ensemble immobilier à l'association Stella Maris - Village Saint Joseph

Fonds SELAM :

Le Conseil Diocésain pour les Affaires Economique (CDAE) a décidé dans sa séance du 18 janvier 2022 de participer à hauteur de 500 K€ au fonds SELAM. Sur l'exercice 2022, 250 K€ avaient été versés, sur l'exercice 2023, 250 K€ ont été versés.



8.1.2 Engagements reçus

	Montant en Euros
Plafonds des découverts autorisés	
Total avals et cautions	- €
Accueil et Relais : 1 place accueil de jour et 1 place d'hébergement pour 20 ans à compter du 01/05/2011	
Legs nets à réaliser compte 191	265 017 €
Legs particuliers acceptés en attente de délivrance	162 440 €
Assurances vie à recevoir	
Autres engagements reçus	427 457 €
Legs nets à réaliser	
Total	427 457 €

Baux emphytéotiques :

- Avec la SCI IDA concernant une maison située à Arras au 4 rue des Fours pour une durée de 18 ans (du 01/05/2005 au 30/04/2023) contre une redevance de 10 000 € et l'engagement de réhabiliter ces bâtiments. Le bail a été renouvelé le 28 avril 2023 pour une durée de 18 ans, soit jusqu'au 30 avril 2041, pour une redevance annuelle de 10 000 €.

- Avec la SCI IDA concernant une maison située à Arras au 22 rue Georges Auphelle, une maison située à Sainte Catherine place de l'abbé mersanne et un ensemble immobilier dénommé résidence de l'Arsenal, situé à Hesdin au JO et 12 rue de l'Arsenal pour une durée de 18 ans (du 01/01/2011 au 31/12/2029) contre une redevance de 10 000 € et l'engagement de réhabiliter ces bâtiments.

- Avec l'association Stella-Maris – Village Saint Joseph concernant l'ensemble immobilier situé à l'angle des rues Malborough et du Denacre à Saint Martin Boulogne pour une durée de 50 ans (du 29/12/2023 au 28/12/2073) contre une redevance de 12 000 € par an et l'engagement de réhabiliter et de maintenir en l'état ces bâtiments.



8.2 *Détail des legs, donations et assurances-vie*

	Exercice 2023	Exercice 2022
Montant perçu au titre d'assurances-vie	237 326 €	524 514 €
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	1 158 504 €	1 106 733 €
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	392 412 €	360 778 €
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0 €	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donation.	682 218 €	1 917 333 €
Total produits	2 470 460 €	3 909 357 €
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	391 500 €	369 247 €
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0 €	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	33 253 €	789 531 €
Total charges	424 753 €	1 158 778 €
Total	2 045 707 €	2 750 580 €

